

U.N.E.F. = MURISSEMENT OU POURRISSEMENT

On aurait pu penser après le rapport moral présenté par Michel MOUSEL, lors du Congrès de l'U.N.E.F. à Pâques 64, que l'U.N.E.F. avait mûri son orientation universitaire et que celle-ci, malgré des contradictions dans les textes de Toulouse, était acceptée par l'ensemble du mouvement. Ce rapport avait éclairé le rôle de l'U.N.E.F. à l'égard des autres forces démocratiques, admis la nécessité d'un rôle particulier de l'U.N.E.F. et de son intervention dans la vie politique.

A l'Assemblée Générale de Juillet on assista à deux phénomènes ; - les différentes A.G.E. attendaient du Bureau National, avant la nouvelle année universitaire 64-65, un certain nombre de recettes, de techniques, soit au niveau de l'organisation du syndicat, soit au niveau des objectifs revendicatifs et des méthodes d'action à adopter par le milieu étudiant. Or le Bureau National refusa d'entrer dans ce jeu, car la réponse aux difficultés des A.G.E. ne pouvait venir que d'elles-mêmes et ce ne fut qu'incompréhension entre le Bureau National et les A.G.E.

Cette incompréhension fut d'autant plus grande qu'au niveau du Bureau National avait été lancée entre certaines "personnalités" du mouvement, une discussion sur la stratégie syndicale de l'U.N.E.F. (possibilité pour l'U.N.E.F. d'avoir une stratégie autonome ; condition de l'unité d'action avec les autres centrales, etc..) ; or ce débat tombait totalement en dehors des préoccupations des A.G.E.

Par conséquent, il manquait à l'U.N.E.F. un axe politique concret, vraiment ressenti au niveau des étudiants, au niveau des corps, et qui aurait pu fonder une véritable stratégie du mouvement étudiant.

Puis vint le plan Fouchet dont les grandes lignes correspondent aux nécessités politiques et économiques du pouvoir et qui, bien entendu, est susceptible de modifications rationalisatrices. C'est alors qu'eût lieu l'A.G. de Septembre.

Deux tendances allaient s'affronter : - l'une faisait de la lutte contre le plan Fouchet et pour une université démocratique le fondement de l'action pour les deux ou trois années à venir, bataille dont l'importance ne pouvait permettre d'engager dès le 1er trimestre de rentrée une action énergique, mais qui deviendrait possible par la suite (2ème trimestre et surtout rentrée 65) ; - l'autre refusait une telle proposition et présentait un texte qui rallia la majorité. On assista alors à la démission d'une partie du Bureau-National.

Deux mois après cette A.G.E. et avant l'A.G.E. de Décembre, que pouvait-on penser ? Le texte qui fut voté nous rejetait quelques années en arrière, lorsque l'U.N.E.F. avait un certain nombre de revendications sans lien politique. Cette fois, nous devons nous battre sur le budget de l'Education Nationale, contre le plan Fouchet, pour l'allocation d'étude, contre une formation au rabais ... C'était un catalogue qui voulait satisfaire tout le monde, mais ne satisfaisait personne ; ce texte n'avait ni couleur, ni odeur. Nous étions loin du Congrès.

.../...

...

Le texte de la tendance minoritaire refusé (n'allons pas chercher les motivations psychologiques de telle ou telle A.G.E. devant la défense " dure " de quelques vice-présidents minoritaires du B.N.), avait un énorme avantage. Il s'inscrivait, dans un cadre politique, la lutte contre le plan Fouchet. Un véritable travail à la base pendant l'année 64-65 devait nous permettre à la rentrée 65 de présenter des objectifs revendicatifs, cohérents et valables. Il avait un inconvénient important, car il se fondait en partie sur le fait que les étudiants réagiraient, rapidement et violemment au plan Fouchet, affirmation spontanéiste, négative au départ et qui ne fut pas démontrée totalement par les faits.

Ce fut enfin l'A.G. de Décembre où de nouveau, deux tendances s'affrontèrent; les oppositions de personnes furent moins vives, les débats plus explicites pour les A.G.E.

La tendance majoritaire (celle du B.N.) présenta un texte d'action revendicative dont la cheville tactique était la bataille pour l'obtention de l'allocation d'études.

La tendance minoritaire maintenant ses exigences de Septembre et affirmait que la lutte prioritaire était toujours la lutte contre le plan Fouchet et pour des propositions de réforme démocratique de l'Enseignement Supérieur.

Avant toute analyse, il semble fondamental d'affirmer que la majorité n'est pas contre une réforme de l'Université, pas plus que la minorité n'est contre l'allocation d'études.

La divergence porte sur l'axe stratégique du mouvement pour les deux ans à venir, sur les modalités d'action, sur l'appréciation de l'état du milieu, sur les composantes politiques (rapport de forces, situation des forces démocratiques) qui déterminent vers quels objectifs l'U.N.E.F. orientera ou n'orientera pas son action. Il s'agit donc d'une divergence politique.

L'A.G. terminée, que peut-on en retirer ? Tout d'abord, quel fut le comportement de la minorité ?

- On peut dire qu'il y a des contradictions importantes dans cette minorité. On assiste au niveau de certaines corpos de province à des cassures qui sont soi-disant le reflet de celles de l'Assemblée Générale, mais qui ont en fait des motivations politiques totalement différentes, voire contradictoires, avec celles de la minorité, et parfois très superficielles.

- Il est juste d'affirmer que certaines A.G.E. de la minorité ont un comportement politique totalement différent dans l'Assemblée Générale et devant le milieu étudiant de leur ville de province. Nous assistons même parfois à un comportement néo-corporatiste de ces A.G.E. ou de ces corpos. Le décalage est total entre l'appareil politisé et la masse des militants au comportement traditionnel, pas encore sensibilisée.

- Enfin, et c'est là la critique majeure que l'on peut faire de la minorité : elle n'a pas encore d'objectif revendicatif concret et national à proposer (le cycle d'orientation universitaire est trop controversé pour pouvoir en constituer un).

.../...

...

Quelle est maintenant l'attitude de la majorité ?

- Elle présente un texte revendicatif fondé sur la revendication de l'allocation d'études. La première critique à faire est qu'il semble que le Bureau National ait oublié le mot d'ordre qui s'est dégagé au 1er trimestre : " Non au plan Fouchet ". On répondra que la prestation d'étude du type F.N.A.G.E. est proche et qu'une lutte sur notre propre projet d'allocation d'études s'impose. Rien n'est moins sûr. En effet, deux choses sont importantes ici : les motivations du milieu pour la revendication, sa situation après la revendication.

Les motivations seront-elles d'ordre purement matériel (budget étudiant) ou répondront-elles à des exigences plus fondamentales (travail à plein temps, problèmes de la formation, du contrôle des connaissances, etc..) ?

La situation du milieu après sa revendication de l'allocation d'études, après l'obtention de la prestation d'études améliorée permettront-elles un deuxième stade de revendication, c'est-à-dire contre la prestation d'études, pour l'allocation d'études de l'U.N.E.F. ?

A ces questions nous pouvons répondre, en raison de l'état du milieu en particulier, d'une manière négative ; et c'est en définitive ce qu'ont fait les A.G.E. en ne votant qu'à une faible majorité le texte du Bureau National, c'est-à-dire en donnant au mouvement l'impossibilité de mener une bataille ferme, sinon dure, sur un tel objectif. (Il est juste à ce sujet d'affirmer que certaines A.G.E. ont eu peur d'un nouveau 21 Février).

D'autre part, le texte de la majorité fait un lien entre l'allocation d'études et les problèmes de réforme de structures (cela n'est pas artificiel et il a raison), mais il oublie de dire qu'il est impossible de mener deux batailles de front, l'une sur l'allocation d'études, l'autre sur les structures et il rejette ces derniers problèmes à 1966.

Un autre débat a été sans cesse sous-jacent au cours de cette Assemblée Générale : les majoritaires ont implicitement accusé les minoritaires d'être des " réformistes, néo-corporatistes " ; les minoritaires, sous couvert d'une bataille sur les structures, n'obtiendraient en fait, n'ayant pas d'objectif revendicatif national, que des aménagements partiels dans les instituts, licences ou départements.

On peut faire à cela plusieurs réponses.

Il est vrai qu'il manque à la minorité un objectif revendicatif national. (A ce sujet, il importe d'affirmer que certains minoritaires ne sont pas partisans acharnés d'une action revendicative de l'U.N.E.F. sous prétexte que l'U.N.E.F. ne peut pas ne pas faire d'action revendicative, prétexte peu sérieux. Que l'on parle des possibilités de propagande et d'information des A.G.E., des possibilités d'intervention des corpos, du rapport de forces entre le Pouvoir à la veille des élections présidentielles et les forces démocratiques - dont l'U.N.E.F. - ... cela est plus sérieux.)

Ce manque d'objectif n'est que le reflet du peu de pratique universitaire des corpos, de la situation des offices qui restent encore les structures

.../...

...

pauvres du mouvement. Affirmer à partir de ce manque présent qu'il ne peut y avoir d'objectif structurel l'année prochaine à la rentrée 1965 est pure fantaisie. Il est évident que ce n'est pas de la manière dont a été mené le 1er trimestre 1965 que l'on peut parvenir à " découvrir " un tel objectif.

Enfin le danger réformiste existe mais d'une part il dépend de notre capacité d'intervention dans le milieu, de notre pratique, de la compréhension par les étudiants des objectifs et des impératifs du pouvoir, compréhension politique facilitée par l'apparition, puis l'installation du plan politique qu'est le plan Fouchet. D'autre part on peut affirmer que le danger réformiste est le même sinon plus important encore dans la revendication de l'allocation d'études. (Il est vrai que l'U.N.E.F. est actuellement condamnée à un certain réformisme, mais il est vrai aussi que la traditionnelle opposition Réforme-Révolution peut être à l'heure actuelle dépassée).

A la veille de l'Assemblée Générale de Janvier, on peut dire qu'il n'y a pas de troisième force politique possible. Bien que la minorité ait une ligne politique cohérente et logique, il ne peut y avoir à l'heure actuelle de coup de force de l'une ou l'autre tendance.

Mais peut-être les A.G.E. comprendront-elles que ni l'une ni l'autre ne peuvent préparer sérieusement le Congrès, ni l'année revendicative prochaine, cette année étant gravement compromise.

- PREAMBULE -

La place réservée à l'enseignement est l'un des critères essentiels qui permettent de mesurer la valeur et l'efficacité d'un système politique et social. Or, depuis le plan Langevin-Wallon, les propositions avancées par la gauche dans ce domaine ont été très insuffisantes

Face à la crise profonde qui ébranle le système d'enseignement, mis en place il y a cent cinquante ans par la bourgeoisie, la réaction de nombreux secteurs de la Gauche française a été de défendre l'Université libérale traditionnelle et de se contenter de dénoncer les carences matérielles, "la grande misère de l'Université", encourageant ainsi les réactions corporatistes.

Or, en fait, le problème qui se pose est celui des structures de l'enseignement et pas seulement du manque de moyens matériels.

C'est sur ce plan du reste que le pouvoir cherche à exercer son action: les différentes tentatives de réforme partielle, et plus récemment le plan Fouchet, consacrent en fait la volonté du régime d'imposer un plan technocratique de réorganisation de l'éducation nationale visant à adapter l'enseignement aux nouveaux besoins du capitalisme.

Il faut que la Gauche, pleinement consciente de cette situation nouvelle, engage la lutte sur le véritable terrain.

Devant la crise que traverse l'enseignement, la défense de l'université libérale ne correspond plus aux réalités présentes. La Gauche doit combattre pour une véritable démocratisation de l'enseignement, pour la création d'un service national d'éducation (qui implique la nationalisation de l'enseignement privé et l'abrogation de lois antilaïques).

Dans l'immédiat, elle doit opposer à la réforme que le Pouvoir va mettre en application, un contre-plan de l'université, dans la perspective, d'une transition vers le socialisme.

- NOS PRINCIPES FONDAMENTAUX -

A)- Rôle de l'Université dans la Nation. -

La conception actuelle de l'enseignement, moyen pour les couches les plus favorisées, de maintenir leur rang dans la hiérarchie sociale, doit être condamnée. Les classes dirigeantes entretiennent le mythe d'un enseignement démocratique en permettant la promotion d'un très faible pourcentage des éléments les plus doués des couches populaires.

A la promotion individuelle des " élites ", il faut proposer la promotion collective des travailleurs, seul moyen de parvenir à une démocratisation véritable du recrutement. L'Education nationale doit devenir un investissement social.

La gratuité de l'enseignement doit être effective à tous les niveaux non seulement pour les fournitures, mais aussi pour le ramassage scolaire. Elle implique également l'aménagement des allocations familiales jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire, et au-delà, l'institution d'une allocation d'études pour tous, assortie d'un contrôle quant au travail fourni, c'est-à-dire attribuée sur des critères universitaires.

L'Education nationale a une triple fonction :

- 1/ - Elle doit donner au pays des hommes qualifiés pour leur future profession, c'est-à-dire possédant des connaissances indispensables à l'appréhension totale des techniques et de leurs implications dans la vie sociale, assurant leur formation ; elle doit leur permettre, en outre, de suivre des enseignements de perfectionnement, ces recyclages qu'impose l'évolution économique.
- 2/ - Elle doit dispenser une culture générale permettant l'épanouissement de l'individu.
- 3/ - Elle doit permettre l'apprentissage de la démocratie par la possibilité qu'auront les usagers du Service national d'enseignement de participer aux décisions qui les concernent.

B) - La démocratisation de l'enseignement.-

Tout essai de démocratisation de l'enseignement qui ne serait pas soutenu par des changements économiques et sociaux allant vers le socialisme, ne pourrait faire disparaître les inégalités sociales et culturelles héritées du milieu familial. Ainsi, la seule gratuité effective de l'enseignement à tous les niveaux (en elle-même souhaitable) ne saurait constituer le seul objectif ou l'objectif prioritaire d'un parti socialiste. La lutte pour le socialisme et la lutte pour un enseignement démocratique sont étroitement liées.

- ELEMENTS POUR UN CONTRE-PLAN -

A) - L'enseignement actuel : contenu, méthodes, structures.-

- 1.- Dans ses structures, l'enseignement actuel perpétue les inégalités sociales (implantation universitaire, division entre C.E.G., C.E.T. et Lycées).
- 2.- Dans ses programmes, l'Education nationale garde un caractère d'encyclopédisme, tout en négligeant les disciplines nouvelles qui devraient permettre d'appréhender les réalités de notre temps : éléments d'économie, de sociologie, de droit, de statistique, etc...

Totalement coupé de la vie sociale et professionnelle, l'enseigné demeure dans l'impossibilité de confronter à la réalité l'enseignement théorique qu'il reçoit.

- 3.- Le rapport pédagogique maître-élève, basé actuellement sur un lien d'autorité et non de collaboration active, joue un rôle idéologique non

.../...

négligeable dans l'enseignement bourgeois. Cet état de fait est renforcé par un tout un système de notes, d'examens, de concours qui, en organisant la sélection, pousse à un individualisme forcené contraire à l'esprit communautaire qui est celui du socialisme.

B) - La politique gaulliste.-

La politique gaulliste en matière d'enseignement matérialise l'incapacité du système à résoudre de manière globale la crise de l'enseignement tant sur le plan des moyens que sur la réalisation de ses objectifs :

- renvoi à 1970 de l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans (prévue à l'origine pour 1967) ;
- besoins non satisfaits de classes maternelles en milieu rural et dans les grands ensembles;
- suppression des classes dans le primaire pour en créer dans les C.E.G. ;
- pénurie de crédits (fournitures scolaires, maîtres, locaux, etc..).

Mais il est clair qu'en dépit de ses propres contradictions tenant à la nature du système, le Pouvoir manifeste des intentions précises dont les grandes lignes du plan Fouchet sont révélatrices. En utilisant la nécessaire réforme du probatoire, le Pouvoir institue en fait un système de ségrégation sociale plus rigoureuse fondée sur la dislocation de l'Université. La suppression de la propédeutique qui était contestable dans sa forme actuelle et la formation d'enseignants au rabais (en deux ans) s'inscrivent dans cette politique de caractère technocratique.

C) - Propositions de réforme.-

1.- Les structures.-

Dans son contenu et ses méthodes, la démocratisation se joue, en fait, dès le plus jeune âge. Il convient donc d'attribuer une importance particulière aux classes élémentaires et maternelles.

En ce qui concerne l'enseignement moyen, l'institution d'un tronc commun jusqu'à 15 ans doit assurer l'orientation permanente qui réserve tout au long de la scolarité les possibilités de changement, la spécialisation intervenant lorsqu'un niveau suffisant de culture générale aura été atteint. Il comportera des cours généraux, communs à tous les élèves et des cours spéciaux dont l'éventail sera relativement ouvert. A l'issue du cycle commun sera dispensé un enseignement plus différencié jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire et comprenant deux branches :

- les études théoriques, orientées vers l'enseignement supérieur ;
- les études pratiques et techniques à tous les degrés, de telle sorte qu'aucun jeune n'entre au travail sans formation professionnelle.

Tous les établissements d'enseignement supérieur doivent dépendre strictement du Service National de l'Enseignement (unité de l'Enseignement).

Il sera nécessaire de prévoir à tous les échelons des passerelles entre les différentes branches, et après une propédeutique commune rénovée, des débouchés ouverts notamment sur des instituts de formation professionnelle, La promotion sociale devra rester sous le contrôle de l'Education nationale.

Dans les cinq facultés constituant l'Université " stricto sensu ", les divisions ne correspondent pas ou plus aux techniques actuelles et aux nécessités scientifiques. La séparation en Facultés et Grandes Ecoles, le découpage des licences et des certificats demeurent fondés sur une division en disciplines qui ne correspond plus à la réalité de notre époque. (Ex. la recherche est écartelée en biologie et en psychologie entre les Facultés de Sciences et de Lettres d'une part et de Médecine d'autre part).

2.- La gestion de l'Université.-

Des Conseils tripartites comprenant enseignants, étudiants et parents d'élèves représentant des assemblées régionales et des comités régionaux du Plan assureront la gestion des universités. Ces Conseils seront, par ailleurs, représentés dans les instances du Plan. Cette double liaison permettra d'assurer un contact permanent entre l'Université et les organes de planification démocratique.

3.- Ces propositions de réforme ne peuvent être réalisées que si un certain nombre de conditions matérielles sont réunies: 25 élèves par classe, le quart du budget dévolu à l'Education nationale, etc..

Dès maintenant, la lutte pour une Université démocratique doit se concrétiser et s'élargir au plan régional, à l'aide de contre-projets posant les problèmes d'implantation universitaire liés aux établissements socio-culturels, dans l'optique d'une formation permanente.

Le plan Pouchet confirme très nettement les analyses précédentes de l'U.N.E.F. sur les intentions gouvernementales en matière d'enseignement. Il n'est pas si fréquent qu'un syndicat ait vu juste sur un problème conditionnant sa stratégie. L'U.N.E.F. emploierait donc bien mal les fruits de son travail et de sa lucidité si elle ne prolongeait son action dans le sens précédemment défini.

La propédeutique est l'une des branches les plus directement concernées par la réforme en cours ; les propédeutes 64/65 devraient se sentir d'autant plus visés que :

- 1°/ - ils sont des étudiants de première année, c'est-à-dire qu'ils subiront pendant toutes leurs études supérieures les projets et contre-projets éventuels du Pouvoir.
- 2°/ - l'année qu'ils font actuellement sera supprimée à partir de 1966.

Il semble alors primordial que les propédeutes regardent d'un peu plus près l'avenir qu'on leur réserve, et la profession que l'on met au bout.

Car le plan Fouchet prévoit un contenu, une durée, une orientation d'études qui ont un point d'arrivée où il serait dangereux de se laisser entraîner. En effet, il tire argument de problèmes difficiles, réels, pour mettre en place une solution inacceptable. Solution dont l'aspect essentiel est la sous-qualification, sort de la grande masse. Solution qui n'est pas tant la démission d'un pouvoir faible devant les grands problèmes que l'expression de conceptions et de besoins précis ; nous savons combien le plan Fouchet va dans un sens néo-capitaliste.

Dès lors, mettre ce plan gouvernemental au centre de la lutte apparaît comme une nécessité évidente. Quelqu'accord que l'on puisse marquer à la revendication sur l'allocation d'études, il faut souligner sa position secondaire. La priorité de la lutte concerne les structures que l'on nous prépare. L'Université libérale se meurt, l'Université néo-capitaliste la remplacera-t-elle ? C'est à cela que nous voulons nous opposer.

Pour nous, propédeutes, ce sera donc refuser la suppression de cette année mal conçue. Elle n'a pas donné satisfaction ? Bien sûr, étant à l'heure actuelle une sorte de troisième bac. Il faut justement réfléchir à cette transformation. Cette année reste nécessaire, année d'initiation aux méthodes de l'enseignement supérieur ; elle doit comporter des programmes souples sans cloisonnement excessif.

Actuellement, nous rappelons pourquoi nous insistons sur le problème de la priorité. Un raisonnement logique nous amène à constater l'urgence de la réponse à donner au plan Fouchet, plan inacceptable. Il nous semble que c'est une mauvaise base de départ que de lancer le syndicat sur l'allocation d'études et non sur les problèmes structurels.
